

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 17 février 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les modalités de transfert du personnel de l'Agglomération bruxelloise vers les services de l'Exécutif et certains organismes d'intérêt public", a donné le 13 mai 1992 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 februari 1992 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot vaststelling van de modaliteiten voor de overheveling van het Agglomeratiepersoneel naar de diensten van de Executieve en sommige instellingen van openbaar nut", heeft op 13 mei 1992 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans le texte néerlandais du projet, il vaudrait mieux utiliser les termes "overgang" et "overgaan", au lieu du termes "overheveling" et "overhevelen".

PREAMBULE.

1. Les alinéas 2, 3 et 4 sont inutiles et doivent donc être omis.

2. L'alinéa 5, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Vu le protocole du 24 janvier 1992 du Comité de secteur XV et du Comité particulier de négociation de l'Agglomération bruxelloise, siégeant conjointement;".

3. Le Ministre Président ne doit pas être mentionné dans la formule de proposition. Celle-ci serait, d'ailleurs, mieux rédigée comme suit :

.../...

"Sur la proposition du Ministre ayant les finances, le budget, la fonction publique et les relations extérieures dans ses attributions,".

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Au début de l'article, le signe "§ 1" doit être omis, l'article ne comportant pas d'autre paragraphe.

2. Au 1^o, il faut écrire en français "visés".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 2^o, il y a lieu de remplacer le texte proposé par le texte suivant :

"2^o Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale : les services de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale visés à l'article 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;".

.../...

4. A la fin du 3^o du texte français, il faut supprimer le mot "de" avant le mot "bruxelloise".

5. Au 4^o, il convient d'écrire : "... et les organismes d'intérêt public visés au 3^o".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au 6^o, la référence aux décisions prises par l'Exécutif les 15 mars et 14 juin 1990 doit être omise au motif qu'elles n'ont été assorties d'aucune publicité. Les compétences ainsi que la composition et le fonctionnement de la cellule de mobilité et de reconversion doivent être inscrites dans le projet.

Article 2.

L'article appelle plusieurs observations :

1. Il va de soi que les membres du personnel de l'Agglomération bruxelloise sont transférés "conformément aux dispositions des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ...".

.../...

2. L'objet de l'arrêté en projet étant de déterminer les modalités du transfert du personnel précité, les mots "le personnel est transféré selon les modalités fixées par le présent arrêté vers des institutions d'accueil" sont superflus.

3. L'affectation des agents à des emplois ne se confond pas avec leur transfert :

- a) les articles 5 et 56 de la loi spéciale n'habilitent pas l'Exécutif à déterminer l'affectation des agents qu'il transfère à des organismes d'intérêt public;
- b) les mots "affectés à des emplois repris au cadre organique des institutions pararégionales d'incendie et de propreté publique" donnent à penser qu'il n'y a ni affectation et, partant, ni transfert possible vers les autres organismes d'intérêt public;
- c) l'affectation du personnel transféré au "cadre transitoire créé à cette fin au sein du ministère ..." et leur éventuelle mise à disposition des organismes d'intérêt public par l'Exécutif, dépasse le champ d'application de l'arrêté en projet, consacré aux modalités de transfert.

Il s'ensuit que l'article 2 doit être omis.

La numérotation des articles suivants doit être adaptée en conséquence, de même que les références internes.

.../...

Articles 3 et 4 (devenant l'article 2).

1. L'article 3 se situe dans le prolongement de l'article 5, alinéa 4, et de l'article 56, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989. La date retenue pour identifier les agents à transférer et le grade dans lequel ils le seront, est celle de l'entrée en vigueur du projet. L'Exécutif se réserve le pouvoir de les transférer dans un grade équivalent. Le transfert ne se confond ni avec une nomination, ni avec un engagement.

2. L'article 4 opère une distinction entre le transfert d'office et le transfert sur demande. Il apparaît toutefois, à la lecture de l'article 10, § 2, du projet, que les transferts sur demande ne sont pas effectués au départ de l'Agglomération mais, dans un second temps, après que les membres du personnel de l'Agglomération ont été transférés d'office vers les institutions d'accueil. Si l'on peut admettre que les transferts sur demande soient intégrés dans l'opération réalisée en exécution des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ils ne peuvent cependant pas être placés sur le même pied que les transferts d'office qui les précèdent nécessairement dans le temps.

3. En conséquence, il est proposé de fusionner les articles 3 et 4 en un seul article rédigé comme suit :

.../...

"Les membres du personnel en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont transférés d'office en leur qualité et dans le grade qu'ils possèdent à cette date ou dans un grade équivalent, fixé par l'Exécutif. Le transfert ne constitue ni une nouvelle nomination, ni un nouvel engagement".

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre II devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 3).

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, puisque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

La même observation vaut pour l'article 6.

2. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Les membres du personnel qui exercent leurs fonctions au service d'incendie et d'aide médicale urgente de l'Agglomération bruxelloise sont transférés d'office au service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

.../...

3. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire "visés à l'alinéa 1er".

La même observation vaut pour l'article 6.

Article 6 (devenant l'article 4).

Les exemplaires du projet d'arrêté transmis au Conseil d'Etat ne comportent pas d'article 6.

Dans le texte qui a été fourni par le délégué du Ministre, l'alinéa 1er doit être rédigé sur le modèle du texte proposé pour l'article 5, alinéa 1er.

Articles 7, 8 et 9 (devenant les articles 5, 6 et 7).

1. Les articles 7 et 8 identifient les membres du personnel à transférer, par référence à un arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1990 relatif au détachement et à la mise à la disposition provisoire de certains membres du personnel de l'Agglomération, modifié par un arrêté du 27 septembre 1990 et par un arrêté du 14 mars 1991. Si le deuxième texte modificatif a été

.../...

publié au Moniteur belge du 17 mai 1991, l'arrêté originel et la première modification subie par lui n'ont fait l'objet d'aucune publication (1).

Le texte néerlandais des articles 7, 8 et 9 gagnerait à être rédigé en tenant compte des propositions et observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

L'article 9 procède à l'identification du personnel à transférer par référence aux "arrêtés de l'Exécutif ... qui découlent des délibérations de la cellule de mobilité" (1).

Il ne convient pas qu'un texte destiné à être publié au Moniteur belge se réfère à des dispositions qui n'y ont pas été publiées. La même observation vaut a fortiori pour la référence à des textes qui ne sont même pas identifiés par la mention de leur intitulé et de leur date.

Les données contenues dans les textes auxquels il est fait référence devraient être intégrées dans l'arrêté en projet. Il serait sans doute plus simple, au lieu d'énumérer les noms et prénoms des agents visés, de les identifier par les services auxquels ils sont provisoirement attachés. La rédaction des articles 7, 8 et 9 devrait donc être entièrement revue : à cet effet, les auteurs du projet pourraient s'inspirer de la rédaction proposée pour l'article 5, alinéa 1er.

(1) Ces textes ont été communiqués au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre.

2. Par souci d'uniformité, il vaudrait mieux ne pas utiliser, dans l'article 7, l'expression "par service", qui n'est pas utilisée dans les articles 5, 6, 8 et 9.

Article 10 (devenant l'article 8).

1. Le paragraphe 1er (1) n'est pas en harmonie avec le principe selon lequel une décision qui détermine individuellement un élément de la situation juridique d'une personne - tel est le cas du transfert - ne lui est opposable que lorsqu'elle lui a été notifiée (2). L'exigence d'un délai de notification est superflue : la circonstance qu'il ne serait pas respecté serait en effet dépourvue d'incidence sur la légalité du transfert, lequel ne serait pas opposable à l'intéressé, dans l'attente de la notification.

Le texte serait mieux rédigé comme suit :

"Les arrêtés portant transfert des membres du personnel sont notifiés aux intéressés. Ils reçoivent à cet effet une copie, certifiée conforme, de l'arrêté de transfert qui les concerne, contre la remise d'un accusé de réception. S'ils sont absents du travail, la copie de l'arrêté leur est adressée par pli recommandé à la poste".

(1) devenant l'alinéa unique pour le motif exposé sous l'observation n° 2 de l'article 10.

(2) J. Salmon, Conseil d'Etat, Bruxelles, Bruylant, 1987, p. 394.

2. Le paragraphe 2 devrait faire l'objet d'un article distinct parce qu'il y est traité des transferts d'office et sur demande. Il est proposé de le rédiger comme suit :

"Les membres du personnel transférés d'office peuvent solliciter un transfert dans une autre institution d'accueil.

Ils adressent leur demande par la voie hiérarchique à l'Administrateur général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, dans les six mois de la notification visée à l'article 10. Le modèle de la demande est joint en annexe.

Les membres du personnel, absents ou éloignés momentanément du service, adressent directement leur demande à l'Administrateur général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, par lettre recommandée à la poste.

Ces demandes restent valables tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu, dans leur institution d'accueil, une promotion - autre qu'en carrière plane - ou un changement de grade".

Article 11.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

.../...

"§ 1er. Les demandes valablement introduites sont classées, pour chaque institution d'accueil et pour chaque emploi sollicité, par grade et par rôle ou régime linguistique, dans l'ordre suivant :

- 1° les membres du personnel nommés à titre définitif;
- 2° les stagiaires;
- 3° les membres du personnel nommés à titre temporaire;
- 4° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 1er, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité de membre du personnel nommé à titre définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Agglomération bruxelloise nommé à titre définitif comporte le temps pendant lequel il

.../...

a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un service public comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes".

§ 2. Les emplois sont attribués dans l'ordre du classement établi en application du paragraphe 1er.

L'Exécutif transfère les demandeurs par la voie de la permutation (1). A défaut de pouvoir procéder par permutation, il peut procéder par un transfert à un emploi vacant. Dans ce dernier cas, si l'emploi vacant est un emploi de promotion, le transfert ne peut être réalisé que dans le respect des règles de promotion.

§ 3. Les classements visés au paragraphe 1er sont affichés dans les institutions d'accueil" (2).

-
- (1) La notion de permutation n'est pas définie dans le projet. Il conviendrait de compléter, à cet égard, l'article 1er du projet, en précisant que la permutation est le transfert conjoint de deux agents attachés à des institutions d'accueil différentes.
- (2) Les auteurs du projet doivent préciser si l'affichage doit se faire dans toutes les institutions d'accueil ou seulement dans les institutions d'accueil concernées par les demandes.

.../...

Article 12 (devenant l'article 10).

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

Il va de soi que ceux qui n'obtiennent pas leur transfert sont maintenus provisoirement où ils se trouvent, en attendant d'obtenir le transfert demandé.

De même, il est superflu de répéter que le classement est établi selon les critères fixés à l'article 11, § 1er.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er :

"L'administrateur général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale tient à jour le classement des membres du personnel qui sollicitent un transfert".

Paragraphes 2 et 3 (devenant les alinéas 2 et 3).

1. La première phrase devrait être scindée en deux phrases rédigées comme suit :

"Chaque institution d'accueil remet avant le dix de chaque mois à l'administrateur général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale une liste des emplois vacants auxquels elle souhaite pourvoir. Elle y joint une description des fonctions correspondant à ces emplois".

.../...

2. Mieux vaudrait fusionner en un alinéa 3 la dernière phrase du paragraphe 2 et le paragraphe 3.

De l'accord du délégué du Ministre, il est proposé de rédiger l'alinéa comme suit :

"L'administrateur général communique à la cellule de mobilité et de reconversion le nom des candidats suivant l'ordre de leur classement. Il y joint l'avis de leurs supérieurs hiérarchiques".

Article 13 (devenant l'article 11).

L'article appelle les observations suivantes :

1. L'article mentionne des "propositions". Il s'agit, en réalité, de demandes de transfert. De plus, l'objet du projet d'arrêté soumis à l'Exécutif n'est pas "l'affectation définitive".

2. Il convient de préciser si la cellule de mobilité et de reconversion a simplement pour mission de vérifier la régularité des demandes qui ont été introduites ou si elle a également un pouvoir d'appréciation lié à l'intérêt du service et si, à ce titre, elle peut modifier l'ordre de classement qui a été initialement prévu.

.../...

Si la seconde hypothèse était retenue, il y aurait lieu de revoir le texte de l'article 11, § 2, en tant qu'il prévoit que les emplois sont attribués dans l'ordre de classement et donne à celui-ci un caractère impératif.

Chapitre III.

Il y a lieu d'écrire, dans l'intitulé du texte français, "Statuts administratif et pécuniaire du personnel transféré".

Article 14.

L'article 14, qui prévoit l'application aux membres du personnel transféré, du règlement d'ordre intérieur de l'institution d'accueil, ne se trouve pas à sa place parmi les dispositions qui sont relatives aux statuts administratif et pécuniaire.

En outre, un règlement d'ordre intérieur, qui ne peut contenir des dispositions relatives aux statuts du personnel, s'applique normalement sans qu'il soit nécessaire de le mentionner expressément.

L'article 14 doit, dès lors, être omis.

.../...

Article 15 (devenant l'article 12).

Paragraphe 1er.

Il n'appartient pas à l'Exécutif de disposer que "les membres du personnel transférés à une institution d'accueil sont soumis au statut administratif et pécuniaire en vigueur pour le personnel de cette institution à la date du transfert". Une telle règle est contraire aux articles 5, alinéa 6, et 56, alinéa 5, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Le paragraphe 1er doit, dès lors, être omis.

Paragraphe 2.

Il va de soi que les compétences qui étaient exercées par l'Agglomération bruxelloise le seront dorénavant par les autorités des institutions d'accueil.

La disposition n'a, dès lors, aucune portée normative et doit être omise.

Paragraphe 3 (devenant le paragraphe 1er).

La première phrase fait double emploi avec les articles 5, alinéas 4 et 5, et 56, alinéas 3 et 4, de la loi spéciale du 12 janvier 1989. Elle doit donc être omise.

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

.../...

"§ 1er. Les membres du personnel transférés conservent les avantages de service social aussi longtemps qu'ils ne peuvent faire appel aux avantages d'un service social dans l'institution d'accueil".

Paragraphe 4 (devenant le paragraphe 2).

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure à l'Agglomération bruxelloise, il est uniquement tenu compte, pour le transfert, du grade statutaire dont il est titulaire. Si dans l'institution d'accueil, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure, il est censé poursuivre l'exercice de cette fonction pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat" (1).

(1) La référence à l'arrêté royal du 8 août 1983 ne saurait néanmoins viser les agents transférés à l'Agence régionale pour la propreté et au Service d'incendie et d'aide médicale urgente. Le statut du personnel de ces organismes d'intérêt public n'est, à l'heure actuelle, pas établi. Il ne peut d'ailleurs pas l'être aussi longtemps que le Roi n'a pas établi la liste des personnes morales de droit public visée à l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent.

Paragraphe 5 (devenant le paragraphe 3).

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"§ 3. Les membres du personnel soumis à un signalement conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur est attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Si, à la date de son transfert, un membre du personnel a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie dans l'institution d'accueil".

Paragraphe 6 (devenant le paragraphe 4).

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"§ 4. Les membres du personnel conservent après leur transfert les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un examen leur donnant accès à un niveau supérieur ou d'un examen de promotion à l'Agglomération bruxelloise.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté l'examen dans l'institution d'accueil.

.../...

Si les procès-verbaux des examens ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même examen.

Si les procès-verbaux des examens ont été clos à des dates différentes, priorité est accordée aux lauréats de l'examen dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne".

Article 16.

Les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ne permettent pas à l'Exécutif de se réserver le pouvoir de prendre, à l'égard de l'ensemble du personnel transféré, tous les actes qui relevaient de la compétence du conseil de l'Agglomération, que ces actes soient individuels ou réglementaires.

Au surplus, la disposition impliquerait l'intervention de l'Exécutif dans l'organisation et la gestion d'établissement publics dotés de la personnalité juridique.

En conséquence, l'article doit être omis.

Articles 18 et 19 (devenant les articles 14 et 15).

1. Les articles 18 et 19 doivent faire l'objet d'un chapitre IV, intitulé "Dispositions finales".

.../...

2. L'article 19 (devenant l'article 15) serait mieux rédigé comme suit :

"Le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté en projet doit être signé par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures ainsi que par le Ministre Président de l'Exécutif.

OPSCHRIFT.

Het zou beter zijn te schrijven : "... tot regeling van de overgang ..." in plaats van "... tot vaststelling van de modaliteiten voor de overheveling ...".

Het zou beter zijn in het ontwerp te werken met de woorden "overgang" en "overgaan", in plaats van met de woorden "overheveling" en "overhevelen".

AANHEF.

1. Het tweede, het derde en het vierde lid zijn overbodig en dienen dus te vervallen.

2. Het zou beter zijn het vijfde lid, dat het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"Gelet op het protocol van 24 januari 1992 van Sectorcomité XV en van het Bijzonder Onderhandelingscomité van de Brusselse Agglomeratie die samen zitting houden;"

3. De Minister Voorzitter hoeft niet te worden vermeld in het voordrachtformulier. Het zou trouwens beter zijn dat formulier als volgt te stellen :

.../...

"Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de financiën, de begroting, het openbaar ambt en de externe betrekkingen behoren,".

In de Nederlandse tekst, aangepast overeenkomstig de hierboven voorgestelde tekst, moet het woord "voorstel" vervangen worden door het woord "voordracht".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Aan het begin van het artikel moet het teken "§ 1" vervallen, aangezien het artikel geen andere paragraaf bevat.

2. In 1° schrijve men in de Franse tekst "visés".

In de Nederlandse tekst van 1° schrijve men "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij".

3. In 2° dient de voorgestelde tekst te worden vervangen door de volgende tekst :

"2° Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest : de diensten van de Executieve van het Brusselse Hoofd-

.../...

stedelijk Gewest bedoeld in artikel 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;".

4. Aan het slot van de Franse tekst in 3° moet het woord "de" vóór het woord "bruxelloise" worden geschrapt.

5. In 4° schrijve men : "... en de in 3° bedoelde instellingen van openbaar nut".

Voorts zou het beter zijn "ontvangende instellingen" te schrijven, in plaats van "onthaalinstantellingen". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

6. In 6° dient de verwijzing naar de door de Executieve op 15 maart en 14 juni 1990 genomen beslissingen te vervallen, omdat zij niet gepaard zijn gegaan met enige bekendmaking. De bevoegdheden alsmede de samenstelling en de werkwijze van de mobiliteits- en reconversiecel moeten in het ontwerp worden opgenomen.

Artikel 2.

Bij het artikel behoren verscheidene opmerkingen te worden gemaakt :

.../...

1. Het ligt voor de hand dat de personeelsleden van de Brusselse Agglomeratie overgaan "overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ...".

2. Aangezien het ontworpen besluit tot doel heeft de wijze te bepalen waarop het voormelde personeel overgaat, zijn de woorden "worden de personeelsleden volgens de in dit besluit opgesomde modaliteiten naar onthaalinstellingen overgeheveld" overbodig.

3. Het aanwijzen van ambtenaren voor betrekkingen mag niet worden verward met hun overgang :

- a) de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet machtigen de Executieve niet om de diensten te bepalen waarvoor de ambtenaren worden aangewezen die zij doet overgaan naar instellingen van openbaar nut;
- b) de woorden "aangewezen in betrekkingen die opgenomen zijn in de organieke personeelsformatie van de pararegionale instellingen voor Brandweer en Openbare Netheid" wekken de indruk dat er geen aanwijzing voor, en bijgevolg geen overgang naar de overige instellingen van openbaar nut mogelijk is;
- c) de aanstelling van het overgegangene personeel in het "overgangskader met dit doel opgericht binnen het

.../...

Ministerie ..." en hun eventuele terbeschikkingstelling van instellingen van openbaar nut door de Executieve, valt buiten de werkingssfeer van het ontworpen besluit dat gewijd is aan de wijze waarop de overgang moet geschieden.

Daaruit volgt dat artikel 2 moet vervallen.

De nummering van de volgende artikelen, alsmede de interne verwijzingen, moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikelen 3 en 4 (die artikel 2 worden).

1. Artikel 3 ligt in het verlengde van artikel 5, vierde lid, en van artikel 56, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989. De datum die is vastgesteld voor het identificeren van de ambtenaren die moeten overgaan en de graad waarin zij zullen overgaan, is die van de inwerkingtreding van het ontwerp. De Executieve behoudt zich de bevoegdheid voor hen te laten overgaan in een gelijkwaardige graad. De overgang mag niet verward worden met een benoeming, noch met een aanwerving.

2. In artikel 4 wordt een onderscheid gemaakt tussen de overgang van ambtswege en de overgang op aanvraag. Bij het lezen van artikel 10, § 2, van het ontwerp blijkt evenwel dat de overgang op aanvraag niet geschiedt vanuit de Agglomeratie maar in een tweede fase, wanneer de personeels-

.../...

leden van de Agglomeratie van ambtswege zijn overgegaan naar de ontvangende instellingen. Ofschoon kan worden aangenomen dat de overgangen op aanvraag worden opgenomen in de handeling die wordt verricht ter uitvoering van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, kunnen zij evenwel niet op gelijke voet worden gesteld met de overgangen van ambtswege, die er noodzakelijk aan voorafgaan.

3. Bijgevolg wordt voorgesteld de artikelen 3 en 4 samen te brengen in één als volgt gesteld artikel :

"De personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in dienst zijn, gaan van ambtswege over in hun hoedanigheid en in de graad die zij op die datum bekleden of in een door de Executieve bepaalde gelijkwaardige graad. De overgang is geen nieuwe benoeming, noch een nieuwe aanwerving".

In het opschrift van hoofdstuk II zou het woord "overhevelingsmodaliteiten" vervangen moeten worden door de woorden "Nadere regels aangaande de overgang".

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

1. Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen, aangezien elke paragraaf slechts één lid bevat.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

2. Het zou beter zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"De personeelsleden die hun ambt uitoefenen bij de Brandweer en Dringende Medische Hulp van de Agglomeratie Brussel, gaan van ambtswege naar de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp over".

3. Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"Voor de in het eerste lid bedoelde overgangen maakt de Executieve de lijst op van de personeelsleden die moeten overgaan volgens hun taalrol of -stelsel".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6.

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

De aan de Raad van State toegezonden exemplaren van het ontwerp bevatten geen artikel 6.

In de door de gemachtigde van de Minister bezorgde tekst moet het eerste lid gesteld worden naar het model van de voor artikel 5, eerste lid, voorgestelde tekst.

.../...

Artikelen 7, 8 en 9 (die de artikelen 5, 6 en 7 worden).

1. In de artikelen 7 en 8 worden de personeelsleden die moeten overgaan geïdentificeerd door te verwijzen naar een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 juli 1990 betreffende de detachering en de voorlopige terbeschikkingstelling van sommige personeelsleden van de agglomeratie, gewijzigd bij een besluit van 27 september 1990 en bij een besluit van 14 maart 1991. Ofschoon de tweede wijzigingstekst bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 17 mei 1991, zijn het oorspronkelijke besluit en de eerste wijziging die het heeft ondergaan geenszins bekendgemaakt (1).

Het zou beter zijn artikel 7 als volgt te stellen :

"Onverminderd ... gaan de personeelsleden ... van de Brusselse Agglomeratie behoren en de personeelsleden die verbonden zijn aan de Centrale Diensten van de Brusselse Agglomeratie van ambtswege over naar het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Voor de in het eerste lid bedoelde overgangen stelt de Executieve de lijst vast van de in aanmerking komende personeelsleden volgens hun taalrol of -stelsel".

(1) Die teksten zijn door de gemachtigde van de Minister toegezonden aan de Raad van State.

Aan het eind van artikel 8, eerste lid, schrijven : "... ontvangende instellingen ter beschikking waarvan zij zijn gesteld".

Het zou beter zijn het derde lid van artikel 8 als volgt te stellen :

"§ 3. Voor de overgangen bedoeld in het eerste en het tweede lid stelt de Executieve de lijst van de in aanmerking komende personeelsleden vast volgens hun taalrol of -stelsel".

Een soortgelijke redactie wordt voorgesteld voor artikel 9, tweede lid.

In artikel 9 wordt het personeel dat moet overgaan geïdentificeerd door te verwijzen naar de "besluiten van de Executieve die uit de beraadslagingen van de mobiliteitscel voortvloeien" (1).

Het gaat niet aan dat in een tekst die moet worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad wordt verwezen naar bepalingen die er niet in zijn bekendgemaakt. Dezelfde opmerking geldt a fortiori voor het verwijzen naar teksten die zelfs niet worden geïdentificeerd door hun opschrift en hun datum te vermelden.

(1) Die teksten zijn door de gemachtigde van de Minister toegezonden aan de Raad van State.

De gegevens die vervat zijn in de teksten waarnaar wordt verwezen zouden moeten worden opgenomen in het ontworpen besluit. In plaats van de naam en voornamen van de in aanmerking komende ambtenaren op te noemen, zou het ongetwijfeld eenvoudiger zijn ze te identificeren door middel van de diensten waaraan zij voorlopig verbonden zijn. De redactie van de artikelen 7, 8 en 9 zou dus volledig moeten worden herzien : daartoe zouden de stellers van het ontwerp kunnen uitgaan van de voor artikel 5, eerste lid, voorgestelde redactie.

2. Ter wille van de eenvormigheid zou in artikel 7 beter geen gebruik worden gemaakt van de uitdrukking "per dienst", welke niet wordt gebruikt in de artikelen 5, 6, 8 en 9.

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

1. Paragraaf 1 (1) harmonieert niet met het beginsel volgens hetwelk een beslissing die individueel een gegeven van de rechtstoestand van een persoon bepaalt - dat is het geval bij de overgang - slechts aan hem tegenwerpbaar is wanneer zij hem ter kennis is gebracht (2). Het vereisen

(1) die om de in opmerking nr. 2 van artikel 10 uiteenzette reden het enige lid wordt.

(2) J. SALMON, Conseil d'Etat, Brussel, Bruylant, 1987, blz. 394.

van een termijn voor de kennisgeving is overbodig : de omstandigheid dat die termijn niet in acht zou worden genomen zou immers geen weerslag hebben op de wettigheid van de overgang, die in afwachting van de kennisgeving aan de belanghebbende niet tegenwerpbaar zou zijn.

Het zou beter zijn de tekst als volgt te stellen :

"De besluiten houdende overgang van de personeelsleden worden ter kennis gebracht van de belanghebbenden. Zij ontvangen daartoe een voor eensluidend verklaard afschrift van het overgangsbesluit dat hen betreft, tegen afgifte van een bericht van ontvangst. Indien zij afwezig zijn op het werk wordt het afschrift van het besluit hun toegezonden bij ter post aangetekend schrijven".

2. Paragraaf 2 zou een afzonderlijk artikel moeten vormen, omdat er sprake is van overgang van ambtswege en overgang op aanvraag. Voorgesteld wordt hem als volgt te stellen :

"De personeelsleden die van ambtswege overgaan kunnen verzoeken om overgang naar een andere ontvangende instelling.

Zij richten hun aanvraag langs hiërarchische weg aan de Administrateur-generaal van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest binnen zes maanden na de in artikel 10 bedoelde kennisgeving. Het model van de aanvraag is als bijlage bijgevoegd.

.../...

De personeelsleden die afwezig zijn of tijdelijk verwijderd uit de dienst richten hun aanvraag, bij ter post aangetekende brief, rechtstreeks aan de Administrateur-generaal van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Die aanvragen blijven geldig zolang er niet aan is voldaan, zolang zij niet zijn ingetrokken of zolang de belanghebbenden in hun ontvangende instelling geen bevordering - een andere dan in een vlakke loopbaan - of een verandering van graad hebben gekregen".

Artikel 11.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"§ 1. De geldige aanvragen worden voor elke ontvangende instelling en voor elke gevraagde betrekking gerangschikt per graad en per taalrol of -stelsel, in deze volgorde :

- 1° de vastbenoemde personeelsleden;
- 2° de stagiairs;
- 3° het tijdelijk benoemde personeel;
- 4° de personeelsleden die bij arbeidsovereenkomst zijn aangeworven.

.../...

In elk van de in het eerste lid opgenoemde groepen worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Het criterium graadanciënniteit wordt niet gehanteerd voor de ambtenaar die geen vastbenoemd personeelslid is.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid heeft van vastbenoemd ambtenaar bij de Brusselse Agglomeratie, omvat de periode gedurende welke hij, ongeacht in welke hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking, deel heeft uitgemaakt van een overheidsdienst als bekleder van een ambt met volledige dienstvervulling.

§ 2. De betrekkingen worden toegekend in de volgorde van de met toepassing van paragraaf 1 opgestelde rangschikking.

.../...

De Executieve doet de aanvragers overgaan bij wege van omwisseling (1). Wanneer niet met omwisseling kan worden gewerkt, kan zij doen overgaan naar een vacante betrekking. In dat laatste geval kan, indien de vacante betrekking een bevorderingsambt is, de overgang alleen met inachtneming van de bevorderingsregels geschieden.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde rangschikkingen worden in de ontvangende instellingen opgehangen" (2).

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

Het is vanzelfsprekend dat zij die geen overgang verkrijgen voorlopig blijven waar ze zich bevinden, in afwachting dat zij de gevraagde overgang verkrijgen.

(1) Het begrip omwisseling is in het ontwerp niet gedefinieerd. Artikel 1 van het ontwerp zou daartoe moeten worden aangevuld door erin te vermelden dat de omwisseling het gezamenlijk overgaan is van twee ambtenaren die verbonden zijn aan verschillende ontvangende instellingen.

(2) De stellers van het ontwerp moeten aangeven of het ophangen moet geschieden in alle ontvangende instellingen of alleen in de ontvangende instellingen waarop de aanvragen betrekking hebben.

.../...

Zo ook is het overbodig te herhalen dat de rangschikking wordt opgemaakt volgens in artikel 11, § 1, vastgestelde criteria.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1, die het eerste lid wordt :

"De Administrateur-generaal van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest houdt de rangschikking bij van de personeelsleden die om hun overgang verzoeken".

Paragrafen 2 en 3 (die het tweede en het derde lid worden).

1. De eerste zin zou moeten worden opgesplitst in twee zinnen die als volgt luiden :

"Elke ontvangende instelling bezorgt de Administrateur-generaal van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vóór de tiende van elke maand een lijst van de openstaande betrekkingen waarin zij wil voorzien. Zij doet er een omschrijving bij van de ambten die met die betrekkingen overeenkomen".

2. Het zou beter zijn de laatste zin van paragraaf 2 en paragraaf 3 in een derde lid samen te brengen.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat wordt voorgesteld het lid als volgt te redigeren :

.../...

"De Administrateur-generaal geeft de mobiliteits- en reconversiecel kennis van de naam van de gegadigden in de volgorde van hun rangschikking. Hij voegt er het advies van hun hiërarchische chefs bij".

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

Bij het artikel zijn de volgende opmerkingen te maken :

1. In het artikel wordt gewag gemaakt van de "voorstellen". In werkelijkheid gaat het om aanvragen tot overgang. Bovendien is het onderwerp van het ontwerpbesluit niet de "definitieve affectatie".

2. Er behoort te worden gepreciseerd of de mobiliteits- en reconversiecel louter tot taak heeft na te gaan of de aanvragen regelmatig zijn ingediend, dan wel of zij eveneens een beoordelingsbevoegdheid heeft in verband met het belang van de dienst en of zij uit dien hoofde de oorspronkelijke volgorde van rangschikking vermag te wijzigen.

Indien voor het tweede geval wordt gekozen, zou de tekst van artikel 11, § 2, moeten worden herzien in zoverre daarin wordt bepaald dat de betrekkingen worden verleend in de volgorde van de rangschikking en deze bindend wordt gemaakt.

.../...

Hoofdstuk III.

In het opschrift behoort er in de Franse tekst te worden geschreven : "Statuts administratif et pécuniaire du personnel transféré".

Artikel 14.

Artikel 14, waarin wordt bepaald dat het huishoudelijk reglement van de ontvangende instelling toepasselijk wordt op de overgegangene personeelsleden, bevindt zich niet op zijn plaats tussen de bepalingen die betrekking hebben op het administratief en geldelijk statuut.

Voorts is een huishoudelijk reglement, waarin geen bepalingen betreffende de personeelsstatuten mogen voorkomen, normaliter van toepassing zonder dat zulks uitdrukkelijk hoeft te worden vermeld.

Artikel 14 moet derhalve vervallen.

Artikel 15 (dat artikel 12 wordt).

Paragraaf 1

De Executieve is niet bevoegd om te bepalen dat "de naar een onthaalinstelling overgehevelde personeelsleden (...) onderworpen (zijn) aan het administratief en geldelijk

.../...

statuut van toepassing op de personeelsleden van die instelling op de datum van de overheveling". Zulk een voorschrift is in strijd met artikel 5, zesde lid, en artikel 56, vijfde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989.

Paragraaf 1 behoort derhalve te vervallen.

Paragraaf 2

De bevoegdheden die werden uitgeoefend door de Brusselse Agglomeratie zullen voortaan vanzelfsprekend worden uitgeoefend door de overheid van de ontvangende instellingen.

De bepaling heeft derhalve geen enkele normatieve strekking en moet vervallen.

Paragraaf 3 (die paragraaf 1 wordt).

De eerste zin overlapt de artikelen 5, vierde en vijfde lid, en 56, derde en vierde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989. Zij moet bijgevolg vervallen.

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"§ 1. De overgegangene personeelsleden behouden hun aanspraken op de voorzieningen van de sociale dienst zolang ze geen beroep kunnen doen op de voorzieningen van een sociale dienst in de ontvangende instelling".

.../...

Paragraaf 4 (die paragraaf 2 wordt).

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"§ 2. Voor een personeelslid dat bij de Brusselse Agglomeratie belast is met de uitoefening van een hoger ambt, wordt bij de overgang alleen rekening gehouden met de statutaire graad waarmee hij bekleed is. Indien het personeelslid in de ontvangende instelling op de datum van zijn overgang en zonder onderbreking opnieuw wordt belast met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt, wordt hij geacht de uitoefening van dit ambt voort te zetten voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen" (1).

(1) De verwijzing naar het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 zou evenwel geen betrekking kunnen hebben op de personeelsleden die overgaan naar het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp. De rechtspositieregeling van het personeel van die instellingen van openbaar nut is thans nog niet vastgesteld. Een en ander is overigens nog niet mogelijk zolang de Koning niet de lijst heeft opgemaakt van de publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

Paragraaf 5 (die paragraaf 3 wordt).

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"§ 3. Aan de beoordeling onderworpen personeelsleden behouden na hun overgang de laatste beoordeling die hun is toegekend.

Die beoordeling blijft geldig totdat een nieuwe beoordeling wordt toegekend.

Wanneer een personeelslid op de datum van zijn overgang een verzoek tot herziening van zijn beoordeling heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet in de ontvangende instelling".

Paragraaf 6 (die paragraaf 4 wordt).

Er wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"§ 4. De personeelsleden behouden na hun overgang de aanspraken op bevordering die zij hebben verkregen door te slagen voor een examen dat hun toegang verleent tot een hoger niveau of voor een bevorderingsexamen bij de Brusselse Agglomeratie.

.../...

Wat hun rangschikking betreft, worden die geslaagden geacht het examen te hebben afgelegd in de ontvangende instelling.

Indien de processen-verbaal van de examens zijn afgesloten op dezelfde datum, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof zij aan een zelfde examen hadden deelgenomen.

Indien de processen-verbaal van de examens op verschillende data zijn afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het examen waarvan het proces-verbaal is afgesloten op de het verst afgelegde datum".

Artikel 16.

De Executieve mag zich niet op grond van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 de bevoegdheid toeëigenen om ten aanzien van alle overgegangene personeelsleden alle handelingen vast te stellen die tot de bevoegdheid van de Agglomeratieraad behoorden, onverschillig of het om individuele of om reglementaire handelingen gaat.

Voorts zou de bepaling inhouden dat de Executieve zich bemoeit met de organisatie en het beheer van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

Het artikel moet bijgevolg vervallen.

.../...

Artikelen 18 en 19 (die de artikelen 14 en 15 worden).

1. De artikelen 18 en 19 moeten worden opgenomen in een hoofdstuk IV, luidende "Slotbepalingen".

2. Het zou beter zijn artikel 19 (dat artikel 15 wordt) als volgt te redigeren :

"De minister tot wiens bevoegdheid ambtenarenzaken behoren wordt belast met de uitvoering van dit besluit".

SLOTOPMERKING.

Het ontworpen besluit moet worden ondertekend door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen en door de Minister Voorzitter van de Executieve.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. BOUVIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. BOUVIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.